

L'agriculture française : une mort par les normes

Source [Revue Conflit] L'agriculture française est en déclin. Si la viticulture se porte plutôt bien avec les ventes de cognac, de champagne et autres vins renommés, le reste de l'agriculture française est dans une mauvaise passe. Dans les années 2000, la France était le troisième exportateur mondial. Elle est désormais classée en sixième position, derrière les Pays-Bas et l'Allemagne. Et sa place risque de tomber encore dans le classement. Cette chute entraîne de grands désagréments : les revenus ont baissé drastiquement : un tiers des agriculteurs gagnait moins de 350 euros par mois en 2015.

Cette année-là, la Mutualité sociale agricole (MSA : la sécurité sociale du monde paysan), dénombrait 605 suicides d'agriculteurs. C'est quasiment deux suicides par jour, ce qui place cette profession comme celle qui présente le plus fort risque de passer à l'acte (un risque plus élevé de 12,6 % que toutes les autres professions). Un déclin qui a de nombreuses causes, mais notamment l'étouffement par les normes.

Si, au premier abord, la crise agricole peut s'expliquer par des prix d'achat bas de la part des intermédiaires de l'agro-alimentaire, le secteur est en réalité victime de l'excès de normes européennes et françaises ainsi que d'une suradministration qui ne faiblit pas. Sur ce sujet tous s'accordent. De la FNSEA de Christiane Lambert à la Confédération paysanne de José Bové, tous les syndicats affirment que les paysans français sont victimes d'un excès de normes.

En 2019, la France assurait 17 % de la production agricole européenne. Mais la production française diminue depuis la fin des années 1990 et le processus s'accélère avec les années 2010. Elle recule en particulier pour l'élevage (viande et lait). Depuis 1961, la France a perdu 17 % de sa surface dédiée à l'agriculture, soit 60 000 km². À l'inverse, d'autres pays comme les États-Unis, la Russie, ou les Pays-Bas, sont parvenus non seulement à maintenir, mais à augmenter leur surface agricole. Cette situation s'explique tout d'abord par le recul de l'emploi agricole : l'agriculture et l'alimentation représentaient près de 12 % de l'emploi total français en 1980 contre à peine 5,5 % aujourd'hui. Mais cela semble n'être que le début de la crise de l'emploi. En effet, le tiers des exploitants agricoles est âgé d'au moins 55 ans. Et les repreneurs se font rares. Un exemple frappant, pour un secteur qui fonctionne bien : le cognac. Le nombre de viticulteurs a diminué par quatre d'une génération à l'autre. Alors il est facile d'imaginer la situation dans l'élevage de vaches laitières, secteur en crise.

Ainsi, la France recourt plus massivement à des importations et l'excédent commercial qui a longtemps caractérisé le secteur agricole tend à disparaître et a été divisé par deux entre 2011 et 2017. La France est désormais la sixième puissance exportatrice au niveau mondial.

Cette baisse de l'emploi agricole et des surfaces n'est pas anodine. Elle résulte d'un problème bien plus profond et propre à la France : l'excès de normes.

Les agriculteurs passent en moyenne neuf heures par semaine (l'équivalent d'une bonne journée de travail, bien souvent le dimanche) à traiter les démarches administratives pour cinquante-sept heures de travail hebdomadaire.

Retrouvez l'intégralité du dossier [en cliquant ici](#)